

Image du jour



photo Hydroconseil

Le continent africain, au rythme actuel des investissements pour le secteur, fait aujourd'hui face à un constat sans appel : les OMD pour l'eau et l'assainissement ne seront pas atteints

Journée de l'Afrique à Istanbul : « Respectons nos engagements »

Chaque journée du forum mondial de l'eau est dédiée, parallèlement aux nombreuses sessions qui sont proposées aux participants, à une région du monde. L'occasion pour chaque continent de présenter un état des lieux du secteur de l'eau, et de mobiliser la communauté internationale pour répondre ensemble aux défis en cours et à venir.

Ce mercredi, c'est l'Afrique qui a été mise à l'honneur. A Istanbul, les acteurs du secteur se sont accordés sur le fait que des efforts immenses ont été déployés ces dernières années pour améliorer l'accès à

l'eau potable, et que l'assainissement a acquis une importance considérable durant 2008, année internationale de l'assainissement. Mais ce n'est pas suffisant : l'atteinte des OMD sur le continent africain n'est pas à l'ordre du jour... à moins que les efforts financiers consentis ne soient démultipliés. Pourtant les engagements politiques des décideurs africains se sont multipliés durant 2008 : déclaration des chefs d'Etat à Sharm El Sheikh (juillet 2008), déclaration de eThekweni des ministres africains (février 2008), déclaration ministérielle de la semaine africaine de l'eau à Tunis (mars 2008). L'Afrique affiche aujourd'hui un niveau d'engagements politiques de haut niveau sans précédent pour le secteur. Mais une année plus tard, la mise en

œuvre de ces engagements tarde à voir le jour. Et c'est le message principal du comité en charge de la rédaction du rapport régional Afrique pour le 5^{ème} Forum Mondial de l'Eau : « Respectons nos engagements ». Pour se faire, un plan d'actions régional à court terme a été défini (annexe 3 du rapport), qui s'appuie sur les gouvernements nationaux et locaux, ainsi que sur une mobilisation massive des partenaires au développement. Dans ce plan ambitieux qui vise à passer de l'engagement à l'action, AMCOW (Conseil des Ministres africains chargés de l'Eau, www.amcow.org) apparaît comme l'acteur clé pour superviser et rendre compte de l'état d'avancement de cette feuille de route pour l'ensemble du continent.

Le document régional Afrique est téléchargeable à : www.worldwaterforum5.org/index.php?id=2151

Mesurer l'avancement des OMD : où en est-on avec les outils de monitoring ?

Six ans avant l'échéance pour l'atteinte des OMD, la mesure régulière des progrès réalisés en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'assainissement est l'objet de toutes les attentions. A ce titre, une session organisée par l'Unicef a été consacrée au monitoring. Premier constat : certains pays ont développé des systèmes de monitoring particulièrement innovants et adaptés. C'est le cas notamment au Sénégal, où le Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM, www.pepam.gouv.sn), invite les exploitants de réseaux ruraux d'adductions d'eau potable à envoyer par téléphone portable leurs données de production qui sont directement traitées

par un système informatique. Une autre avancée significative est l'alliance entre les partenaires au développement qui ont uni leurs forces pour travailler à l'élaboration d'un système de monitoring global à travers le rapport GLAAS (Global Annual Assessment of Sanitation and Drinking-Water). Néanmoins, un tel dispositif de mesure globale repose sur la qualité des données disponibles au niveau de chaque pays. Et force est de constater que dans plusieurs pays, parce qu'il est insuffisamment soutenu, le monitoring national est encore très fragile.

Assainissement : « si on veut on peut ! »

L'accès à l'assainissement pour garantir la santé publique, mais aussi le traitement des effluents pour préserver les ressources naturelles, est depuis 2008, année internationale de l'assainissement, une priorité pour la communauté internationale. Le forum mondial de l'eau a donc proposé aux participants un panel de haut niveau pour débattre de ce sujet. Les différents intervenants sont unanimes pour observer que face à l'ampleur du défi, plusieurs expériences témoignent qu'il est possible de mener des actions de grande envergure, que ce soit au Brésil, au Mexique ou en Corée. Hachmi Kennou, directeur de l'Institut Méditerranéen de l'Eau (www.ime-eau.org), a rapporté comment une forte volonté politique du gouvernement tunisien, sur une période de 30 ans, permet aujourd'hui d'afficher un niveau d'assainissement élevé sur l'ensemble du pays. Guy Fradin, directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (www.eau-seine-normandie.fr) a lui aussi montré comment, à partir d'une réelle volonté politique et d'outils financiers et

institutionnels appropriés, la qualité de l'eau de la Seine a très nettement progressé ces dernières années. Samir Bensaïd, Directeur Général de l'Institut International de l'Eau et de l'Assainissement de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP, www.onep.org.ma) a souligné l'importance de financements orientés en même temps vers l'eau et l'assainissement, mais aussi la nécessité du recours aux subventions pour l'assainissement : même dans les pays industrialisés, la tarification ne peut à elle seule supporter le développement du secteur.

Face à un objectif partagé d'assainissement durable, les principales recommandations ont souligné l'importance d'offrir, sur un même territoire, une grande diversité d'options technologiques, et d'encourager une innovation non pas technologique, mais une innovation dans les mécanismes à mettre place pour le développement du secteur, qui s'appuient sur la solidarité entre villes et campagnes, et entre amont et aval.

Quels systèmes d'informations pour les pays du Sud ?

Chaque pays, chaque bassin versant (national ou international) doit disposer de données viables et régulièrement actualisées pour permettre de prendre les

décisions les plus appropriées concernant le secteur de l'eau, qu'il s'agisse de grands aménagements hydrauliques ou de suivi de la qualité de la ressource. La journée du mercredi s'est clôturée sur le pavillon français de l'eau par une session consacrée aux systèmes d'informations sur l'eau. Les systèmes d'informations sur l'eau des pays du Nord (ANA, Agence Nationale de l'Eau du Brésil, www.ana.gov.br, SEMIDE, Système Euro méditerranéen d'information sur les savoir-faire dans le domaine de l'eau, www.semide.net, WISE, Water Information System for Europe, www.water.europa.eu) témoignent pour la plupart de dispositifs de collecte et de traitement de l'information souvent coûteux et dont la question de l'applicabilité au Sud mérite d'être posée. Ce défi technique et financier n'a pas constitué un frein pour le continent africain qui a engagé plusieurs chantiers de systèmes d'informations sur l'eau, en particulier à l'échelle de ses bassins versants transnationaux (comme l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal, OMVS, www.omvs.org) mais aussi, plus récemment, à l'échelle du continent : SADIEau (Système Africain d'Information sur l'Eau) vise à constituer un réseau de partenaires africains qui produisent de l'information sur l'eau en vue de la référencer et de la mettre à disposition sur un portail Internet : www.sadieau.org.

Cette newsletter a été élaborée en collaboration avec le PDM, Partenariat pour le Développement Municipal, www.pdm-net.org